



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**N° 10-4**

**BULLETIN D'INFORMATION  
ET RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**



**DE LA PREFECTURE DE LA MARNE**

**du 2 octobre 2020**

**AVIS ET PUBLICATION :**

- Arrêté préfectoral du 2 octobre 2020 portant prorogation de la suspension de l'accueil des usagers dans la classe BTS « Professions immobilières 2 » du lycée Stéphane Hessel à Epernay.

*Ce recueil est consultable à la préfecture de la Marne, 1, rue de Jessaint 51000 Châlons-en-Champagne et dans les trois sous-préfectures (Reims, Epernay et Vitry-le-François), ainsi que sur le site internet de la préfecture [www.marne.gouv.fr](http://www.marne.gouv.fr) (rubrique - Publications).*



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Sous-préfecture d'Épernay

**Arrêté préfectoral  
portant prorogation de la suspension de l'accueil des usagers  
dans la classe BTS « professions immobilières 2 »  
du lycée Stéphane Hessel à Épernay**

**Le Préfet de la Marne**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'éducation ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-2 et L.2215-1 ;

**VU** le code pénal ;

**VU** la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 15 janvier 2020 nommant Monsieur Pierre N'GAHANE préfet de la Marne ;

**VU** le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, et notamment son article 29 ;

**VU** les avis du délégué territorial de l'agence régionale de santé et du directeur académique des services de l'éducation nationale de la Marne ;

**CONSIDÉRANT** que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (COVID-19) constituait une urgence de santé publique de portée internationale ;

**CONSIDERANT** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

**CONSIDERANT** l'état de la menace sanitaire liée au risque épidémique en cours dans le département de la Marne, inscrit dans la liste des zones de circulation active du virus, annexée au décret n° 2020-860 précité ;

**CONSIDERANT**, d'une part, que la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 susvisée prévoit, à son article 1<sup>er</sup>, que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements et, d'autre part, qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

**CONSIDERANT** que 6 cas confirmés de contamination au virus SARS-Cov-2 parmi les élèves de la classe de BTS « professions immobilières 2 » du lycée Stéphane Hessel situé à Épernay s'étaient révélés positifs à des tests PCR, et le prononcé de mesures d'isolement à l'endroit de 25 élèves ;

**CONSIDERANT** qu'au terme d'une campagne de tests organisée par l'Agence régionale de santé portant sur environ 57 élèves de cet établissement, 8 nouveaux cas positifs supplémentaires ont pu être identifiés ; qu'une telle situation atteste d'une circulation importante du virus ;

**CONSIDERANT** l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de propagation du virus ; que cette propagation est elle-même génératrice d'une hausse importante des contaminations ; qu'une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à engorger brutalement les capacités d'accueil du système de soins, notamment hospitaliers ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de proroger la suspension, à titre temporaire, de l'accueil des usagers dans la classe de BTS « professions immobilières 2 » du lycée Stéphane Hessel à Épernay pour limiter la propagation du virus ;

**CONSIDERANT** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population, notamment des jeunes ;

**CONSIDERANT** l'urgence ;

**SUR** proposition du sous-préfet de Reims, sous-préfet d'Épernay par intérim ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'accueil des usagers dans la classe de BTS « professions immobilières 2 » du lycée Stéphane Hessel à Épernay est suspendu à compter du lundi 5 octobre jusqu'au dimanche 11 octobre inclus.

**Article 2 :**

Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues par le code pénal.

**Article 3 :**

Un affichage explicite sera réalisé par l'établissement et porté à la connaissance des élèves concernés. Une information sera également faite sur le site internet du lycée et par tout autre moyen utile.

**Article 4 :**

La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois de sa publication :

- soit d'un recours administratif gracieux auprès du préfet de la Marne ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

**Article 5 :** Le sous-préfet de Reims, sous-préfet d'Épernay par intérim, le directeur académique des services de l'éducation nationale, le directeur départemental de la sécurité publique et le proviseur du lycée Stéphane Hessel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne, mis en ligne sur le site internet de la préfecture et dont copie sera adressée à la procureure de la République près le Tribunal judiciaire de Châlons-en-Champagne et au maire d'Épernay.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 2 octobre 2020

Le préfet de la Marne,

  
Pierre NGAHANE